

## ANDRÉ GORZ, PENSEUR DE L'ÉMANCIPATION

### - DEUXIEME PARTIE - DISCUSSIONS ET PRECISIONS

---

Jean-Luc Metzger

*« La crise présente est non pas la crise de la Raison, mais la crise des motifs irrationnels, désormais apparents, de la rationalisation telle qu'elle a été entreprise, (...) [c'est-à-dire] la crise des contenus irrationnels, quasi religieux sur lesquels s'est édifiée la rationalisation sélective et partielle qu'est l'industrialisation » (Gorz, 1988, p. 13).*

### INTRODUCTION

Dans le numéro 17, j'ai présenté ma lecture de plusieurs ouvrages d'André Gorz<sup>1</sup>. Il va s'agir dans cette seconde partie de discuter *certain*s aspects de sa pensée pour mieux en préciser la portée. Comme dans la première partie, j'organise cette discussion selon trois grands axes : l'analyse critique qu'André Gorz propose de la société capitaliste ; les erreurs d'interprétation qu'il pointe chez les intellectuels de gauche, les syndicalistes, les leaders des mouvements sociaux ; et les propositions qu'il élabore pour dépasser l'irrationalité des sociétés industrielles.

Il est important de rappeler que, si la pensée de Gorz se fonde sur une interprétation érudite et critique de l'œuvre de Marx, il incorpore à ses réflexions les travaux de nombreux autres auteurs : J.-P. Sartre, dont il a été proche, mais aussi Hannah Arendt, Max Weber, Ivan Illich, les différentes générations de philosophes de l'École de Francfort – de T. Adorno et M. Horkheimer, à H. Marcuse et J. Habermas, en passant par leur inspirateur E. Husserl, sans oublier des auteurs moins connus de ce côté-ci du Rhin, comme Oskar Negt. Ce à quoi il faut ajouter les chercheurs et théoriciens du mouvement ouvrier, qu'ils soient britanniques (R. Fraser, S. Marglin, E. P. Thompson), américains

---

<sup>1</sup> Il s'agit de quatre de ses livres, publiés entre 1967 et 1997 : *Le socialisme difficile* (1967), *Réforme et révolution* (1969), *Adieux au prolétariat* (1980), *Misère du présent, richesse des possibles* (1997) et un article publié en 2007, « Penser l'exode de la société de travail et de la marchandise ».

(R.E. Lane, F. Blok et L. Hirschhorn), italiens (M. Tronti, T. Negri, ainsi que des auteurs publiant sous le pseudonyme d'Inox, ou encore Sergio Benvenuto et Riccardo Scartezzini, A. Littieri) ou allemands (Ehrard Eppler, Peter Glotz, Wolfgang Lecher, Claus Offe), auteurs que Gorz lit dans leur version originale et avec lesquels, d'ailleurs, il n'hésite pas à engager le fer. Dans ses derniers écrits, ceux des années 2000, il mobilise également les travaux du courant « critique de la valeur » (Anselm Jappe, Moïse Postone, Robert Kurz). C'est dire que l'on ne peut classer sa pensée dans un mouvement préexistant, ni l'enfermer dans un dogme définitif, pas plus que l'on ne peut lui reprocher d'être un théoricien en chambre, méconnaissant les réalités empiriques contemporaines dans un vaste ensemble de pays.

### À propos de la critique gorzienne de la société capitaliste

Compte tenu de ces multiples influences, il me semble que ce que pointe par-dessus tout André Gorz dans ses critiques du capitalisme, de l'industrialisation, de la marchandisation, c'est *l'irrationalité* - ou la fausse rationalité - de la *rationalisation économique*. Cette irrationalité se manifeste de différentes manières : diminution massive du temps de travail socialement nécessaire à la production des biens, assortie de l'emprise de l'industrialisation et de la marchandisation sur ce temps libre ; création d'un ensemble de groupes professionnels suroccupés et exclusion d'une masse de surnuméraires occupant des emplois précaires et serviles ; inventions d'opportunités inouïes mises au seul service de la production marchande et destruction de la créativité comme fin en soi ; accroissement du niveau général d'instruction et exclusion du plus grand nombre des prises de décision stratégiques (qu'il s'agisse des orientations sociétales, des politiques publiques ou du fonctionnement des entreprises) ; sans oublier les détériorations de l'environnement, des ressources non renouvelables et des espèces vivantes.

Mais - ce qui est peut-être plus grave encore aux yeux de Gorz -, cette irrationalité traverse aussi le microcosme des penseurs et activistes de la gauche (marxiste et non marxiste), notamment en ce qu'une partie d'entre eux se refusent à voir et à interpréter correctement les transformations contemporaines du travail.

#### *La rationalisation économique réduit-elle le besoin systémique de travail humain ?*

Une des critiques qu'André Gorz adresse à la société capitaliste consiste à dénoncer la destruction massive d'emplois qu'engendre la rationalisation économique, via :

- d'une part, l'obsession de la calculabilité, engendrant « *l'exigence d'accroissement illimité* » qui fait agir les acteurs économiques à la manière d'une « *valeur affective, quasi religieuse* [qui] (...) *ne procède pas d'un raisonnement, mais d'un jugement normatif a priori, selon lequel, implicitement, "plus vaut plus"* » (Gorz, 1988, p. 153-154). La Raison bifurque vers l'irrationalité à partir du moment où les individus, en particulier ceux en position de décideurs, oublient les limites inhérentes aux opérations mathématisées (les simplifications et codifications préalables opérées pour rendre la réalité calculable) et, insoucieux des conséquences, se contentent d'appliquer « *des procédés de calcul qui fonctionnent de façon quasi automatique et autonome* » (Gorz, 1988, p. 158) ;
- et, d'autre part, le « *progrès technique* », tout spécialement l'automatisation. En gagnant en efficacité productive, la rationalisation économique réduit le temps de travail

socialement nécessaire pour produire chaque quantité donnée de marchandises (biens ou services).

Ce processus est, pour Gorz, irréversible, et, comme l'histoire de ces deux derniers siècles l'a montré, il étend son emprise, secteur après secteur, bouleversant progressivement l'ensemble des domaines d'activités ainsi conquis, y créant, dans un premier temps, des emplois salariés parfois qualifiés, mais finissant, là aussi, par en détruire massivement, le temps que soient mises au point les techniques *ad hoc* permettant d'y accroître significativement la productivité.

*« Du point de vue de la rationalité économique, le temps de travail économisé, à l'échelle de la société, grâce à l'efficacité croissante des moyens mis en œuvre, est du temps de travail disponible pour une production additionnelle de richesses. (...) [Une telle économie] ne cesse d'englober de nouveaux champs d'activité à mesure que du temps de travail est libéré dans les champs qu'elle occupait jusqu'alors. Mais cette extension du champ de l'économie va (...) conduire à de nouvelles économies de temps »* (Gorz, 1988, p. 16).

En d'autres termes, si la logique économique est irrationnelle, ce n'est pas parce qu'elle réduit la quantité de travail humain nécessaire pour produire un bien, mais parce que le temps ainsi rendu disponible à l'échelle de la société, au lieu d'être synonyme de liberté (temps libre), est envahi par la logique capitaliste et ce, selon deux perspectives : de nouvelles activités, qui avaient jusque-là leur fin en elle-même, font l'objet d'une marchandisation ; et le temps « libre » est occupé à consommer au lieu d'être employé à créer, se cultiver, etc.

À cet argument (réduction massive et continue du travail humain), il peut être tentant d'opposer que les statistiques institutionnelles ne confirment pas ce diagnostic, l'emploi salarié continuant de croître, bon an, mal an. Pour suivre André Gorz, il faut non pas comparer, d'une année à l'autre, l'évolution du nombre d'emplois salariés, mais comparer deux taux d'évolution :

- le taux d'évolution du PIB, c'est-à-dire la croissance (ou la décroissance) de la richesse produite entre deux dates éloignées (disons, une décennie) ;
- et le taux d'évolution de l'emploi entre les deux mêmes dates.

*« Les chiffres concernant le nombre de chômeurs et le nombre de personnes employées ne permettent de mesurer ni l'évolution de la productivité ni l'évolution de la quantité de travail utilisée par l'économie »* (Gorz, 1988, p. 15).

Par exemple, parce que ces données sont facilement accessibles<sup>1</sup>, nous pouvons appliquer le raisonnement à la période 1982 (avant le virage socialiste de la rigueur) - 2007 (avant la dernière crise économique) en France :

---

<sup>1</sup> En l'occurrence sur le site de l'INSEE : Jean-Louis Dayan, *Vue d'ensemble - L'emploi en France depuis trente ans*, Centre d'analyse stratégique, Edition 2008.

	1982	2007	taux d'évolution
PIB en prix chaînés <sup>1</sup> (en milliards d'euros)	1 167	2 015	+ 72,7 %
Emploi total au sens du BIT (en milliers)	22 670	25 628	+ 13 %

Il est clair, sur cet exemple, que la production de richesses a cru beaucoup plus vite que l'emploi total. Dans la perspective gorzienne, cela montre que, pour produire la même quantité de biens et services, le temps de travail global nécessaire a diminué.

Et, nous dit A. Gorz, si les données statistiques montrent des créations d'emplois, c'est que la durée annuelle moyenne du travail par individu a diminué, soit légalement - réduction de la durée légale du travail -, soit par l'augmentation du nombre de salariés à temps partiel : en l'occurrence, en France, pendant la période 1982-2007, le pourcentage d'emplois à temps partiel est passé de 9,2 % à 17,2 %. De sorte que, ce qui est pertinent pour connaître l'effet de la rationalisation économique sur le besoin en travail humain, c'est le temps global nécessaire à la production marchande, et c'est ce temps-là qui diminue, d'abord dans les secteurs historiques de l'industrialisation, puis, progressivement, dans tous les secteurs où industrialisation et marchandisation sont appliquées. Il faudrait bien sûr affiner cette démonstration et l'étendre à l'ensemble des pays où les données correspondantes sont disponibles et fiables.

Mais là n'est pas la seule facette de l'irrationalité économique que Gorz dénonce. Même si l'on parvenait à démontrer, statistiques à l'appui, qu'il y a « création nette d'emplois », ce ne serait qu'une création en trompe l'œil. En effet, l'essentiel est d'avoir à l'esprit qu'en créant des emplois essentiellement dans le secteur des services, voire des services à la personne, la rationalisation économique, envisagée à l'échelle du système macrosocial, ne fait qu'

*« économiciser sous forme de services marchands de plus en plus spécialisés jusqu'aux activités jusque-là gratuites et autonomes qui pourraient emplir de sens le temps libéré » (Gorz, 1988, p. 21).*

*« L'automatisation s'effectue dorénavant (...) dans les activités en amont et en aval de celles auxquelles la rationalisation de la production industrielle s'était jusqu'ici appliquée : études, conception et design, expédition et commercialisation, formation et soins médicaux » (Gorz, 1985, p. 8).*

De plus - troisième facette de l'irrationalité -, au fur et à mesure qu'elle s'attaque à de nouveaux domaines, la rationalisation économique tend à vider de leur sens un nombre considérable d'activités qui, jusqu'ici, « ont pour essence d'être gratuites et spontanées, de ne servir à rien » (Gorz, 1988, p. 175), à rien d'autre qu'à elles-mêmes.

---

<sup>1</sup> Dans les comptes nationaux, annuels comme trimestriels, les grandeurs exprimées en volume sont publiées aux prix de l'année précédente chaînés. Selon les spécialistes, ce mode de calcul rend mieux compte des évolutions des agrégats que celui à prix constants. Avec la première méthode, le poids de chaque composante élémentaire de l'agrégat est réestimé chaque année ; avec la seconde, la pondération est celle de l'année de base. Le chaînage permet donc de prendre en compte la déformation de structure de l'économie (prix relatifs, poids des différents produits dans la consommation, etc.) ce qui est souhaitable en particulier dans le cas de séries longues ou de composantes connaissant une évolution rapide (matériel électronique par exemple).

On peut ici souligner que cette analyse de la rationalisation économique se focalise sans doute excessivement sur la seule dimension technico-organisationnelle, laissant dans l'ombre d'autres décisions de politique macro-économique, que l'auteur évoque, certes, mais considère comme secondaires ou accessoires. Je pense en particulier aux décisions successives prises par les gouvernants et les représentants du peuple démocratiquement élus de nombreux pays développés. Des décisions dont l'accumulation, voire l'agglutination, a produit ce qu'il est convenu d'appeler la globalisation de la production et de la consommation. Si des technologies nouvelles permettent dorénavant d'envisager la production de nombreux biens et services à l'échelle de la planète, cette virtualité à elle seule n'aurait pas suffi à délocaliser des pans entiers de l'industrie américaine et européenne dans quelques pays d'Asie, puis de ces mêmes pays vers quelques pays d'Afrique. L'ouverture à la concurrence par abaissement des barrières douanières, dument stimulée par des accords internationaux et ratifiés par des parlements, la privatisation en cascade de services publics, les dérégulations successives des secteurs bancaires, assuranciers, et financiers, le tout sur un arrière-fond d'impératif de compétition entre systèmes sociaux, expliquent tout autant cette course à la « réduction du coût du travail » et à la baisse de l'imposition pour les « entrepreneurs ».

*Le temps ainsi « libéré » peut-il être disponible pour des activités non économiques ?*

La destruction généralisée du travail humain est d'autant plus lourde de conséquences qu'elle place ainsi un nombre croissant d'individus en position de « surnuméraires », « d'inutiles au monde », d'individus « superflus » selon les expressions d'Hannah Arendt, à laquelle l'auteur se réfère parfois. Et si cette exclusion croissante doit être combattue, ce ne doit pas être au nom d'une sacro-sainte « idéologie de l'emploi pour l'emploi », ni parce que le travail serait, par une sorte de nature anthropologique, absolument indispensable à la construction identitaire des individus, mais parce que, quels que soient ses effets négatifs, *le travail salarié*, même industrialisé, même rationalisé, sert dorénavant de *fondement à la citoyenneté*. En effet, nous dit Gorz,

*« le droit d'accéder, par le travail, à la sphère économique publique est indissociable du droit à la citoyenneté » (Gorz, 1988, p. 175).*

En même temps qu'elle permet de satisfaire les besoins d'un nombre croissant d'individus, la rationalisation économique – licenciements, raréfaction de l'emploi - exclut de l'accès à la consommation - pas d'emploi, pas de revenus -, mais surtout de l'accès à la participation citoyenne. En effet, nous dit Gorz,

*« la codification, la réglementation et la détermination sociales du travail sont donc loin de n'avoir que des conséquences négatives. Elles délimitent une sphère publique et une sphère privée, confèrent à l'individu une réalité sociale publique, définissent ses obligations et donc le tiennent pour quitte une fois ses obligations remplies » (Gorz, 1988, p. 174).*

Les individus accèdent, par leur travail formel, à un statut social et ainsi se libèrent des rapports personnels de dépendance (droit du travail, conventions collectives, etc.).

Mais simultanément, la logique économique fragmente ce qui aurait pu être une classe de travailleurs conscients de leur intérêt collectif, le modèle idéal du prolétariat. En effet, en même temps qu'il crée du temps disponible qui pourrait être consacré à des activités

qui auraient en elle-même leurs propres fins, le système engendre une polarisation radicale entre :

- un ensemble hétérogène de travailleurs hyperactifs. Qualifiés, bien payés, débordés, ce sont les fameux « winners », les « créatifs », ceux qui savent prendre les trains au bon moment ;
- et une myriade d'exclus, les « losers », ceux « qui ne sont rien » et regardent passer les trains, cherchant, pour une partie d'entre eux, à servir les hyperactifs (services à la personne au sens large).

*« La scission de la société en des classes hyperactives dans la sphère économique, d'une part, et une masse exclue ou marginalisée par rapport à cette sphère, d'autre part, permet le développement d'un sous-système au sein duquel l'élite économique achète des loisirs en faisant travailler des tiers à sa place, à bas prix, pour son avantage privé » (Gorz, 1988, p. 19).*

Ainsi donc, deux ensembles de travailleurs sont en quelque sorte *produits* par la rationalisation économique, les rapports qui se tissent entre eux renouant paradoxalement avec ceux de l'ère préindustrielle :

*« les salariés du secteur des services marchands de proximité (...) [sont placés en position de] soumission et de dépendance personnelle vis-à-vis de ceux et celles qui se font servir. Une classe servile renaît, que l'industrialisation, après la seconde guerre mondiale, avait abolie » (Gorz, 1988, p. 19-20).*

Pour A. Gorz, si la rationalisation économique présente l'intérêt de libérer du temps à l'échelle de la société, au point que « *l'étendue du temps disponible l'emporte de loin sur celle du temps de travail* », elle n'a aucune légitimité à régir ce temps, à le formater à l'aune de ses critères instrumentaux - efficacité, rendement, performance -, car ce temps disponible est - devrait être - celui de « *l'activité gratuite qui n'a d'autre but que lui-même* » (Gorz, 1988, p. 18). Il faudrait en somme mettre un terme à cette gourmandise insatiable de la rationalisation économique, la dresser à ne pas empiéter sur certains domaines qui, par la nature même des activités à réaliser (attention aux autres, soins, protection, attention, prévention, etc.), ne peuvent être soumises à la quantification, au calcul comptable, car ceux qui s'y consacrent remplissent d'autant mieux leur rôle qu'ils savent s'adapter aux différentes personnes (Gorz, 1988, p. 177).

Les mises en garde d'André Gorz n'ont pas empêché l'irrésistible extension de la rationalisation économique à de très nombreux services et la fascination exercée par les nouvelles marchandises a même permis - grâce à l'inventivité des hyperactifs créatifs -, de transformer le temps de la consommation en un temps productif : comme l'analyse Guillaume Tiffon dans *La mise au travail du client*. Non seulement, les travailleurs doivent, en achetant certains biens et service (« culturels », notamment), demeurer soucieux de leur employabilité, voire de celle de leurs enfants, mais les activités que réalisent les consommateurs correspondent à du travail productif autrefois réalisé par des salariés (cela est particulièrement visible dans le domaine de la distribution ou des voyages). C'est dire que l'espoir de voir le temps libre occupé à d'autres activités que celles dictées par la sphère économique demeure toujours aussi précaire. Pourtant, l'auteur n'a pas ménagé ses efforts pour convaincre les acteurs politiques et syndicaux de gauche pour qu'ils œuvrent au service de l'émancipation.

## Discussion autour des fausses bonnes idées de gauche

Plus exactement, Gorz procède selon deux directions : d'une part, il critique les intellectuels et les organisations syndicales qui entendent parler au nom de la classe ouvrière (du prolétariat) ; et, d'autre part, il suggère un ensemble de pistes que pourraient porter partis et syndicats, une fois débarrassés de leurs illusions. Ces deux facettes de son effort pour convaincre prennent leur origine dans l'interprétation de « *l'utopie du travail chez Marx* » (Gorz, 1988, 39). Pour A. Gorz, ce qui est déterminant dans les analyses de Marx, ce n'est pas la dénonciation du caractère déshumanisant du travail en régime capitaliste, mais le fait qu'en devenant abstrait - c'est-à-dire indifférent à son contenu et aux individus particuliers qui l'exercent - le travail rationalisé fabrique des prolétaires. Dès lors, nous dit Gorz, si l'on suit Marx,

*« les prolétaires (...) ont un intérêt direct à s'unir en travailleur collectif et à soumettre, par leur union, le processus social de production à leur contrôle commun, en substituant la collaboration volontaire au travail socialement divisé »* (Gorz, 1988, p. 40).

Donc, selon Gorz, l'utopie de Marx consiste à proposer que les prolétaires maîtrisent la production sociale dans son ensemble, grâce à une collaboration volontaire,

*« l'autogestion généralisée de la production matérielle est ainsi supposée rendre inutile, non seulement un appareil séparé de gestion, d'administration et de coordination, mais aussi le politique lui-même »* (Gorz, 1988, p. 44).

Mais une telle tentative pour fonder logiquement la mission politique du prolétariat (se réappropriier, non seulement le travail, mais son organisation, son devenir, son sens) n'est pas sans induire ses propres effets négatifs :

*« ce triomphe de la Raison suppose, bien évidemment, la rationalisation intégrale de l'existence individuelle (...). Et cette rationalisation intégrale exige de son côté, une ascèse individuelle qui, par certains côtés, rappelle l'ascèse puritaine »* (Gorz, 1988, 45).

Or, cet « idéal de la modernité, tel qu'il s'est exprimé sous sa forme la plus achevée dans l'utopie marxienne », a attiré des millions de personnes qui y ont très sincèrement adhéré et, surtout, il « a donné des résultats désastreux partout où l'on a prétendu le mettre en pratique à l'échelle macrosociale » (Gorz, 1988, p. 46). Il est donc de toute première urgence de comprendre les « motivations profondes de l'attrait pour cette ascèse pan-rationaliste ». En d'autres termes, André Gorz nous dit qu'avant d'échafauder des projets de société alternative, il faut chercher à identifier ce qui, dans la rationalité des modernes, des Lumières et de la science moderne, est au fondement de la destructivité portée par l'industrialisation, mais aussi par les mouvements qui entendent changer le travail.

Mobilisant alors les travaux de Max Weber, Gorz situe l'origine du déraillement de la Raison dans l'importance démesurée accordée au calcul comptable - à son application dans le champ de l'économie et plus généralement des sciences sociales -, à l'obsession de la calculabilité, obsession commune aux entrepreneurs économiques et aux concepteurs d'utopies alternatives. En effet, pour s'assurer de la prévisibilité et de la fiabilité des individus concourant au système productif - en régime capitaliste et en régime dirigiste -, il faut entreprendre

*« la codification et la réglementation formelles des conduites, des tâches et des relations. J'appelle fonctionnelle une conduite qui est rationnellement adaptée à un but indépendamment de toute intention de l'agent à poursuivre ce but dont, en pratique, il n'a même pas connaissance. La fonctionnalité est une rationalité qui vient de l'extérieur à une conduite prédéterminée et prescrite à l'acteur par l'organisation qui l'englobe » (Gorz, 1988, 48).*

Autrement dit, « l'obsession de la calculabilité », au sein des firmes marchandes mais aussi dans les projets de société dogmatiques (planification, appropriation des moyens de production, etc.), en guidant les conduites de l'extérieur, contredit l'idée selon laquelle les travailleurs empiriques pourraient assumer la réappropriation de la production par leur adhésion volontaire à des buts collectifs. Dans les tentatives historiques pour mettre en œuvre l'utopie du travail de Marx, en particulier par la planification,

*« l'étendue, la complexité et les rigidités de l'appareil de production dans son ensemble et de chacun de ses composants (...) s'opposaient à ce que quiconque ait une expérience vécue de la collaboration qui pouvait exister entre des milliers d'équipes, de sous-groupes, de groupes spécialisés (...). [Personne] ne pouvait (...) acquérir une vue d'ensemble, ni une expérience concrète du sens de la tâche à laquelle il était censé collaborer volontairement » (Gorz, 1988, p. 57).*

Et tout comme pour Weber, l'éthique protestante a été la motivation irrationnelle qui a permis le développement du capitalisme, pour Gorz, la foi dans les vertus du plan et dans celles d'un « guide charismatique » a permis, un temps, au

*« soviétisme de présenter une sorte de grossissement caricatural des traits fondamentaux du capitalisme. [En sorte que, au lieu d'avoir] le Plan plus l'identification rationnelle des travailleurs avec leur fonction, (...) [on a eu] la rationalisation intégrale des rapports sociaux de collaboration plus la dictature plus les valeurs prémodernes (nationalisme, chauvinisme, antisémitisme) » (Gorz, 1988, p. 57).*

Ces échecs historiques, insiste Gorz, ne résultent pas de circonstances particulières, mais bien d'une erreur de raisonnement de Marx et des marxistes : l'utopie marxienne est fondée sur une mauvaise interprétation des faits. En effet, à partir d'un certain niveau de développement économique, lui-même permis par l'emploi massif de ces instruments sophistiqués de la calculabilité que sont les dispositifs de gestion<sup>1</sup>,

*« la coïncidence du travail fonctionnel et de l'activité personnelle est irréalisable à l'échelle des grands systèmes. (...) Il est rigoureusement impossible de retraduire ensuite cette fonctionnalisation des activités hétérodéterminées, en termes de collaboration sociale volontaire. Au contraire, leur intégration fonctionnelle des individus va exclure leur intégration sociale » (Gorz, 1988, p. 60).*

*« Même chez Marx, la contradiction était crasse entre la théorie et les descriptions phénoménologiques remarquablement pénétrantes, du rapport de l'ouvrier à la machinerie » (Gorz, 1988, p. 122).*

---

<sup>1</sup> Au sens où ce concept a été développé et discuté au sein du réseau Sociologie de la Gestion, et en particulier, par Salvatore Maugeri.



Il est donc vain d'attendre une quelconque émancipation des projets de société consistant à planifier l'organisation intégrale de la société depuis une instance centrale réputée agir au nom de l'intérêt commun. Mais, plus généralement, il est tout aussi vain d'attendre des salariés des organisations rationalisées les vertus que Marx plaçait dans la figure idéale du prolétariat : plus leur intégration dans le marché de l'emploi et la division du travail est réussie (y compris par une humanisation des tâches, une pacification des relations employeurs-employés), plus ce qu'ils expérimentent les éloigne de la possibilité et du désir de coopérer volontairement à l'édification d'un monde différent, non déterminé par « le marché ».

*« L'idée que la classe ouvrière pourrait collectivement se réapproprier les moyens de production actuels - cette mégamachine industrielle bureaucratique -, est aussi absurde que l'idée d'une possible réappropriation de l'armée (...) par des fantassins. La réappropriation collective des moyens de production suppose que ces derniers changent de façon à ne plus être structurellement des moyens de domination et de division » (Gorz, 2008, p. 122-23)*

Cela est d'autant plus vrai que l'intégration fonctionnelle – l'hétérodétermination – des individus dans la société industrielle a deux facettes :

- au sein de la production, elle consiste à accepter-désirer se conformer au rôle assigné par la division du travail et, plus profondément, à accepter-souhaiter travailler plus pour gagner plus, car « celui qui réussit à gagner plus vaut mieux que celui qui gagne moins » (Gorz, 1988, p. 142) ;
- et elle consiste simultanément à se convertir en travailleur-consommateur, grâce à une « éducation au consommationnisme » (Gorz, 1988, p. 63).

Concernant ce dernier point, on pourra reprocher à A. Gorz d'adopter une attitude condescendante vis-à-vis des individus qui consomment des marchandises qu'il qualifie, par exemple, de « biens compensatoires », et qu'il juge de pure distraction, totalement inutiles, constituant un marché de biens superflus servant de soupape de sécurité aux travailleurs bien intégrés. Certains dénonceront alors chez l'auteur une propension bien critiquable à juger les autres, à se placer pour ainsi dire en extériorité avec la société : « mais par quel miracle, Gorz échapperait-il à la publicité, à l'attrait de la consommation ? » Cette critique de la critique est classique et ne constitue pas une remise en cause sérieuse, argumentée, des thèses gorziennes. D'autres critiques sont plus pertinentes : on pourra, par exemple, faire remarquer qu'une partie des biens superflus (vendus à grand renfort de publicité) peuvent être utilisés à des fins créatrices, détournés de leurs usages prescrits et retournés contre le système (production de films amateurs dénonçant les dégâts du progrès, associations promouvant un usage collectifs de biens individuels, etc.) ; ou bien, on pourra alléguer qu'une partie des individus, à l'instar de Gorz lui-même, ne sont pas dupes des mécanismes sociaux à visée intégratrice, et possèdent une réflexivité critique leur permettant de consommer « faute de mieux » certains services inutiles, sans adhérer pour autant à l'idéologie du travail intégrateur.

Mais il faut bien reconnaître que ces contre-exemples, rassurant quant à la survie d'un esprit critique, ne font que confirmer le diagnostic gorzien qui ne vise pas à culpabiliser tel ou tel comportement individuel, mais à replacer, dans un tout cohérent, une multitude de faits souvent présentés de façon disjointe. Et ce tout cohérent consiste à

réaliser que sous l'apparence d'une satisfaction de besoins spontanément ressentis par des individus indépendants, le versant consommatoire de la société industrielle tend à empêcher ces mêmes individus de travailler moins en autolimitant leurs besoins<sup>1</sup>. Ce qui renforce l'obligation de se considérer avant tout comme un travailleur.

*« C'est dans la mesure où la consommation s'affranchit des besoins ressentis et les dépasse qu'elle peut être mise au service de la production, c'est-à-dire des besoins du capital. Là est le véritable secret de "l'irrésistible dynamique" avec laquelle le "sous-système" économique étend son emprise. C'est là aussi qu'éclate la contradiction inhérente à la rationalité économique : elle exige la couverture au moindre coût des besoins ressentis, mais aussi, en même temps, le maximum de consommation pour les consommateurs qui excèdent les besoins » (Gorz, 1988, p. 152).*

A cela s'ajoute le fait que, dans le cadre actuel, où tout incite à un repli généralisé vers les satisfactions individuelles que l'on peut tirer de la sphère privée, où chacun poursuit son avantage, la réalité se caractérise par l'emprise croissante des gestionnaires sur les affaires publiques et, plus généralement, par la gestionnarisation de la société. En effet, dans un monde caractérisé par la satisfaction individuelle des besoins-marchandises, il faut l'intervention de pouvoirs publics forts, chargés de réguler les contradictions des intérêts égoïstes. En sorte que

*« la vision wébérienne de la société-machine totalement bureaucratisée, rationalisée dans laquelle chaque individu fonctionne comme un rouage (...), cette contre-utopie tend à se réaliser dans une version cybernétisée, dans laquelle l'endoctrinement et la militarisation (...) [sont remplacés par] une manipulation doucement insinuante qui instrumentalise les valeurs non-économiques à des fins économiques » (Gorz, 1988, p. 69-70).*

Non, décidément, nous dit Gorz, le travail tel qu'il a été transformé après des décennies de rationalisation, ne peut servir de fondement à l'invention d'une société alternative. Et ce, pour deux ensembles de raisons :

1. *« Les moyens de production industriels fonctionnent comme du capital fixe, (...) essentiellement du "travail mort", (...) [qui] s'interpose entre le travail et le produit et empêche que le travail puisse être vécu comme poïésis, comme action souveraine de l'homme sur la matière. [Il résulte] d'une science – la science de l'organisation – qui n'existe pas dans la conscience de l'ouvrier mais agit sur lui comme une puissance étrangère ».* (Gorz, 1988, 72-74).

2. Le processus de spécialisation croissante, qui traverse de part en part le système productif s'applique, bien évidemment, à la science, à toutes les sciences, notamment aux sciences de la rationalisation elles-mêmes. En sorte que la masse des savoirs requis par la conception et l'amélioration des organes de gestion s'accroît sans cesse et se fragmente en une multitude de sous-disciplines, chacune étant à son tour soumise à la rationalisation, avec ses propres hiérarchies, machineries, et ses exigences de coordination extérieure à la sous-discipline.

Autonomisation et hyperspécialisation des sciences de gestion incorporent dans chaque machine (marchandise productive) et chaque bien vendu (marchandise produite) les

---

<sup>1</sup> Sous cet angle, A. Gorz a été un des premiers théoriciens de la décroissance.

savoirs accumulés d'innombrables générations d'individus que ne pourrait égaler aucun « *processus de coordination par entente mutuelle et coopération consciente, volontaire* » entre producteurs. Simultanément, cette gestionnarisation provoque, au sein de la classe ouvrière, les déchirures déjà évoquées entre une élite de travailleurs restés partiellement sujets d'une fraction limitée du processus productif et la masse des travailleurs interchangeables. Nous sommes dès lors à des années-lumière d'une possible émancipation par l'action du prolétariat contemporain.

Et ce ne sont pas les nouvelles formes d'organisation du travail ou même les techniques d'humanisation des tâches, qui vont y contribuer. Améliorer les conditions de travail des ouvriers de l'automobile, celles des opérateurs des laboratoires pharmaceutiques, des usines de pesticides, des employés de la restauration rapide, etc., ne changera rien au fait que les individus n'ont pas participé à la définition des choix de société sous-jacents à l'hégémonie des transports individuels, à la privatisation de la santé envisagée sous son angle purement curatif, à la primauté d'une industrie agroalimentaire intensive et prédatrice, ou encore au développement d'une production à flux tendus.

Plus généralement, pour apprécier le caractère émancipateur d'une « innovation » organisationnelle ou encore d'un projet de société présenté comme alternatif, il faut se demander dans quelle mesure il nous aide à sortir d'un monde marqué par la violence de la technique – y compris les techniques de rationalisation, de gestion :

*« notre civilisation produit-elle un monde vécu auquel nous appartenons par notre culture du vivre ou laisse-t-elle en déshérence, à l'état de barbarie, tout le domaine des valeurs sensibles ? (...) La culture technique est inculte à tout ce qui n'est pas technique. L'apprendre à travailler est un désapprendre à trouver et même à chercher un sens aux rapports non instrumentaux avec le milieu environnant et les autres. Ce milieu lui-même porte l'empreinte de la violence technique, est vécu comme un bain de violence quotidienne. (...) [Celle-ci] est inscrite dans la fonctionnalité aussi bien des outils quotidiens que des supports et des habitacles conçus pour nos corps : sièges, tables, immeubles, rues, moyens de transport, paysages urbains, architectures industrielles, bruits, éclairages » (Gorz, 1988, p. 113-114).*

C'est pourquoi, dans la perspective gorzienne, si l'on veut vraiment s'en prendre au cœur de la rationalité économique, il est primordial d'adopter une posture critique vis-à-vis de la technique et des techniques de rationalisation en général. Et pour Gorz, cette réflexivité peut être acquise/apprise grâce à l'introduction d'une césure entre : a) le temps de travail hétéronome (celui consacré aux activités soumises à la rationalisation économique), qui, s'il va se réduisant du fait précisément de cette rationalisation, est traversé de part en part par la violence technologique ; b) et le temps ainsi libéré, qui doit échapper aux principes d'organisation, à la logique sous-tendant le temps de travail.

*« Le temps de la vie n'a plus à être géré en fonction du temps de travail ; c'est le travail qui doit trouver sa place, subordonnée dans un projet de vie » (Gorz, 1988, p. 119).*

Tous ces arguments, toutes ces analyses, Gorz les élabore et les reformule à l'attention des intellectuels, des syndicats et des partis qui entendent changer la société en changeant le travail. Il voudrait les convaincre de fonder leurs projets d'émancipation, non sur le travail et les travailleurs empiriques, mais en s'évadant de cette société du

travail. Mais cette stratégie est-elle pertinente ? On peut en effet se le demander en remarquant :

- d'une part, que l'engagement dans l'action syndicale, en particulier en France, mobilise modestement les salariés, tout au moins, si l'on se base sur les indices suivants : la modestie du pourcentage de la population active syndiquée – en particulier les travailleurs précaires<sup>1</sup> - ; le très faible taux de participation aux élections professionnelles en particulier dans les très petites entreprises<sup>2</sup>, sans oublier la division syndicale persistante, le nombre de jours de grève en baisse depuis le milieu des années 1990<sup>3</sup> ;
- d'autre part, que cette faible fascination risquerait de décliner encore plus si les syndicats portaient des projets d'autolimitation des besoins ou de sortie du salariat ;
- et surtout que les partis dits de gauche ont renoncé à critiquer sur le fond la rationalisation économique.

On peut néanmoins faire l'hypothèse qu'A. Gorz s'est également adressé à une partie de la « société civile » pour porter le projet de société alternative qu'il propose et qui repose

*« sur le potentiel de libération que la mutation présente contient et d'en tirer parti en imprimant à cette mutation son sens » (Gorz, 1988, p. 22).*

### **Discussion autour de l'utopie gorzienne**

Les critiques adressées aux porteurs d'alternatives montrent combien l'équation que veut résoudre Gorz est complexe : d'un côté, la mégamachine bureaucratique et technocratique réduit admirablement bien le temps de travail socialement nécessaire pour produire les biens utiles ; mais d'un autre côté, elle engendre une multitude de maux, dont le moindre n'est pas d'aliéner les masses par l'obsession de consommer des marchandises fondamentalement inutiles. Résultat : le temps « gagné » est aussitôt perdu, la violence gestionnaire de la sphère productive déborde dans celle du temps libre. Y aurait-il alors une manière, non dogmatique – car il ne s'agit pas de reproduire les erreurs de la Planification, du dirigisme, etc. – de concilier la mégamachine à produire du temps libre (régulation étatique, entreprises publiques, entreprises privées, marchés) et des usages authentiquement autonomes de ce temps, c'est-à-dire sans visée marchande ?

---

<sup>1</sup> Selon la DARES, si en 2013, « 11 % des salariés âgés de 18 à 65 ans déclarent adhérer à une organisation syndicale, (...) la part des adhérents qui participent régulièrement aux activités syndicales a sensiblement diminué depuis 1983, dans un contexte de repli de la syndicalisation. Par ailleurs, l'adhésion intervient de plus en plus tardivement au cours de la carrière » (Pignoni, 2017). Plus généralement, toujours en 2013, 8,7 % des salariés du privé et 19,8 % de ceux de la fonction publique, se déclaraient syndiqués (Pignoni, 2016).

<sup>2</sup> Ce taux qui était de 10 % en 2012 est tombé à 7,2% en 2017. Plus globalement, le taux de participation aux élections professionnelles était de 42,7% parmi l'ensemble des salariés du privé en 2017 (soit un total de 5,6 millions de salariés) et 52,7 % parmi ceux de la fonction publique en 2014 (soit 2,7 millions de salariés).

<sup>3</sup> Selon les données disponibles sur le site de la DARES, le nombre de journées individuelles non travaillées, pour raison de grève (JINT), dans les entreprises de plus de 10 salariés, est passé de 363 (pour 1000 salariés) en 1996 à 69 (pour 1000 salariés) en 2015.

### *Apprendre à dompter la rationalisation économique*

Dans cette perspective, l'utopie gorzienne se centre sur quelques objectifs majeurs :

- réduction massive du temps de travail envisagé à l'échelle de l'existence. Cette réduction, il faut bien le supposer, ne peut résulter que d'une régulation étatique s'imposant aux acteurs de l'économie. André Gorz évoque dans plusieurs textes les 1 000 heures de travail salarié par an, pendant vingt à trente ans, soit un volume de 20 à 30 000 heures que chaque individu serait théoriquement libre de prendre selon son propre agenda. De la sorte,

*« le travail salarié pourra n'être qu'une occupation parmi d'autres et sûrement pas la plus importante pour la majorité des gens »* (Gorz, 1985, p. 12).

- cela implique - autre décision nécessairement imposée au patronat, sans doute par une instance étatique démocratiquement élue -, de

*« répartir le travail salarié sur le plus grand nombre possible de gens »* (Gorz, 1985, p. 12)

- cette réduction massive et ce partage égalitaire s'effectuant progressivement et sans baisse de revenus - à pouvoir d'achat constant -, chacun bénéficiant d'un revenu composé pour partie par la rémunération de son travail hétéronome (revenu continu pour un travail discontinu) et pour partie par l'État (extension et relèvement des minima sociaux), financé par un nouvel impôt sur les produits et services, selon un taux différencié (*« à mesure que l'automatisation fait chuter les prix de revient d'un éventail de plus en plus étendu de biens et services dont une consommation fortement croissante n'est ni possible ni souhaitable »* Gorz, 1985, p. 18) ;

- ainsi les revenus seront indépendants de la durée du temps de travail – les individus reçoivent leur traitement pendant les périodes de travail comme dans les périodes de temps libéré - et suffisants pour que les individus ne soient pas obligés de travailler pour des raisons financières ;

- néanmoins, l'exercice d'une activité salariée ou, selon son vocabulaire, d'une activité hétérodéterminée, sera indispensable, non pas parce que le travail salarié est en soi fondateur d'identité, mais parce que, comme nous l'avons vu, il constitue, dans les sociétés industrialisées, le fondement de la citoyenneté. En maintenant un lien systématique avec le salariat, Gorz entend prévenir la *« menace contre la démocratie »* (Gorz, 1985, p. 11) que représenterait l'accumulation des précaires et des sans-emplois ;

- le temps ainsi dégagé ne sera toutefois du temps réellement libéré qu'à la condition que chacun pratique des activités sans finalité économique et collectivement bénéfiques ;

- de préférence en coopération avec d'autres, au sein de *« communautés de base (...) intermédiaires entre la sphère privée et la sphère macrosociale, publique »* (Gorz, 1988, p. 199), ou encore au sein *« d'ateliers communaux interconnectés à travers le monde »* (Gorz, 2007), grâce aux nouvelles technologies.

En d'autres termes, des pratiques non marchandes au sein de micro-collectifs locaux devraient se développer en parallèle avec la mégamachine technocratique et bureaucratique : il ne s'agit pas de faire du passé table rase mais, tout en s'inscrivant dans le prolongement de la société présente, d'en infléchir le cours dans un sens plus bénéfique pour tous (se déprendre des irrationalités). Et c'est pour infléchir ce cours

qu'André Gorz mise sur la démultiplication d'initiatives semblables à celles du mouvement des *makers* et à celui des *hackers* :

*« Il y a une préfiguration de cela dans les communautés anarcho-communistes du cyberspace, les communautés virtuelles qui pratiquent la mise en commun des savoirs dans les logiciels libres, gratuits comme Linux, et aussi dans les cercles de coopération ou SEL qui pratiquent l'échange multilatéral de services réciproques et solidaires, et soldent les échanges au moyen d'une monnaie qui n'est pas accumulable »* (Gorz, 2008, p. 125).

*« L'utopie concrète que je propose se situe dans le prolongement du mouvement des logiciels libres qui se comprend comme une forme germinale d'économie de la gratuité et de la mise en commun, c'est-à-dire d'un communisme »* (Gorz, 2007).

Mais en quoi ces quelques pistes apporteraient-elles une réelle émancipation, une authentique sortie de l'irrationalité, puisque Gorz conserve le salariat, l'État, le marché, les gestionnaires, l'hyperspécialisation, etc. ? Il me semble qu'ici l'auteur fait le pari que les transformations du cadre institutionnel qu'il promet vont, de manière incrémentale, permettre au plus grand nombre de prendre conscience de leur aliénation et des moyens à leur portée pour s'en libérer. En effet, dans la société utopique gorzienne, les individus verraient leur temps partagé en deux grands blocs :

- le temps – 30 000 heures à l'échelle d'une vie - des activités hétérodéterminées, le travail salarié ou indépendant à des fins marchandes, la recherche d'emplois, la formation professionnelle, les achats de marchandises, bref, tout ce qui est régi par la rationalité économique, la gestionnarisation et qui permet d'assurer, à l'échelle du système, la production et la consommation les plus efficaces de biens et services ;
- et le temps de l'autonomie, de la responsabilisation, où les individus, associés librement au sein de micro-communautés locales, apprendraient à inventer et désirer, progressivement, des façons de faire de moins en moins marquées par l'emprise de la rationalité économique, façons de faire, de sentir et de penser qu'ils pourraient transposer dans la sphère d'hétéronomie, lorsqu'ils y retournent, la transformant ainsi par petites touches.

Ce serait donc une sorte d'inversion de l'utopie de Marx : la source d'inspiration de l'émancipation *du* travail se situe en dehors de la sphère d'hétéronomie, dans la réalisation d'activités communautaires désintéressées. Par les pratiques collectives que ces groupes permettent, les individus développeraient de nouvelles connaissances, de nouvelles représentations, désirs, aspirations, etc., leur rendant de plus en plus inutile le besoin de surconsommer des marchandises. Par cet aller-retour entre les deux sphères, les individus se débarrasseraient du besoin de travailler plus, de se soumettre aux dispositifs de gestion de la sphère productive. De fil en aiguille, suppose Gorz, l'empreinte laissée par l'expérience dans les communautés locales autonomes, l'emporterait sur celle laissée dans la sphère d'hétéronomie ; ou bien encore, un équilibre socialement bénéfique s'établirait entre les deux, rendant les individus à la fois plus maîtres de leur vie et susceptibles de contrôler, collectivement, l'évolution de leur société.

### *Qu'elle sera belle ma communauté*

Autant on peut bien imaginer que, suite à une pression sociale forte, à l'action de partis et de syndicats unis sur un même programme, le temps de travail légal soit réduit à 30 000 heures par individu, autant on voit difficilement quelle instance légitime pourrait conduire les individus à s'engager massivement et durablement dans des associations, des collectifs, des groupes de réparation d'objets, de bricolage, de jardinage, de couture, ou bien encore d'invention d'objets utiles non instrumentalisables.

Tout se passe comme si l'utopie gorzienne du temps libre était sous-tendue par un postulat, me semble-t-il jamais explicite ni jamais discutée. Selon ce postulat, les individus, une fois débarrassés - mais comment ? - de l'emprise de la publicité et du marketing, consacreront spontanément leur temps libre à des activités créatives désintéressées. De plus, second postulat, ces créativité individuelles - pratiquées au sein de communautés - devraient naturellement s'agréger à différents niveaux de réalité, pour donner un monde relativement harmonieux, plus respectueux de l'empreinte laissée sur l'environnement naturel. Or, rien ne permet d'affirmer que tous les individus disposent, ni spontanément ni même après une formation-socialisation *ad hoc*, de cette capacité à créer, inventer, bricoler des façons originales de faire. De plus, rien ne garantit que, même s'ils disposent de capacités créatrices, les individus aient forcément la possibilité de s'y consacrer pendant leur temps libre : de nombreuses autres sollicitations peuvent les en empêcher, qu'elles soient d'ordre familial, de santé, de voisinage.

Mais surtout, en ce qui concerne ceux qui s'avèreront tout de même capables de mettre en œuvre leurs facultés créatives, rien ne permet d'être sûr que cette explosion supposée de pratiques créatrices débouchera sur une amélioration généralisée du bien-être, sur une émancipation collective. Il suffit en effet de rappeler que l'irrationalité de la production marchande, fondée sur l'obsolescence programmée, est précisément permise par la créativité et l'innovation incessante, perpétuelle, en matière de produits, de services, de procédés, de techniques commerciales, financières, etc. Une fraction des salariés, mis en position de contribuer, par leur intelligence et leur inventivité, au processus de rationalisation économique, s'y consacrent avec beaucoup d'enthousiasme, parfois même avec plaisir et sans état d'âme quant aux conséquences sociales ou environnementales des usages de leurs inventions.

De cette contradiction, Gorz ne semble pas soucieux, son utopie renvoyant à des collectifs communautaires le soin de débarrasser les individus de la fascination pour la consommation et l'enrichissement financier. L'auteur semble attendre du fonctionnement supposé vertueux de ces communautés qu'il amène chacun à autolimiter ses besoins - surtout bien sûr, les besoins compensatoires -, et à fabriquer par lui-même ou au moins à réparer (prolonger la durée d'utilisation d') une partie de ce dont il a besoin. Ce faisant, Gorz ne renoue-t-il pas avec l'impératif d'ascèse intramondaine<sup>1</sup> dont il dénonce pourtant les effets négatifs sur le mouvement ouvrier dans les années 1950-1970 ?

---

<sup>1</sup> C'est-à-dire cette exigence de réduire ses désirs, ses envies, de différer la satisfaction de la plupart de ses besoins, voire de renoncer à tout ce qui éloigne de l'objectif prioritaire (l'autoproduction).

Quant aux communautés auxquelles l'auteur se réfère, celles qui encouragent des pratiques d'autoproduction hors marché (Fablab, Hacklab, etc.), il reste à savoir : d'une part, si la réalité de leur fonctionnement interne correspond aux discours que leurs promoteurs tiennent sur elles<sup>1</sup> ; et d'autre part, dans quelle mesure les principes d'action de ces communautés pourraient être étendus au-delà du cercle étroit des pionniers, des militants et de leurs promoteurs.

Or précisément, les activités que l'on peut pratiquer, en ce début de troisième millénaire, au sein de collectifs communautaires présentent une dangereuse ambivalence :

- elles peuvent être mises au service de la prise de conscience des mécanismes cachés qui nous font agir et désirer (marketing, publicité, évasions illusoires, etc.), cette prise de conscience étant alors le moyen pour apprendre à nous en émanciper, à penser par nous-mêmes et, tout compte fait, à dompter la mégamachine ;

- mais elles peuvent tout aussi bien conduire à la soumission, sous l'emprise de différentes sortes de rapports de domination et, notamment, de ceux exercés par les promoteurs des religions instituées et des sectes qui développent sans scrupules leurs propres usages des technologies numériques, tout en maîtrisant l'instrumentalisation des relations communautaires. L'histoire récente montre combien l'engagement dans ce type d'organisation peut rencontrer un écho auprès des individus qu'ils soient intégrés ou exclus de la sphère de l'hétéronomie.

C'est bien là toute l'ambiguïté d'une utopie faisant confiance à l'altruisme supposé des individus et à l'inventivité des collectifs locaux, éventuellement inscrits au sein de réseaux internationaux : ceux-ci seraient-ils vraiment supérieurs, par essence, aux formes technocratiques et bureaucratiques des États-nations ? Ou doit-on plutôt miser sur un travail jamais achevé d'articulation entre ces deux pôles ? Dans ce dernier cas, il y a fort à parier que les actions de régulation seront rapidement monopolisées par des groupes limités d'individus, représentants - élus, nommés ou autodésignés ? - des « communautés ». Sans doute compétents – dans l'art de « négocier » - et, pour certains d'entre eux, sincèrement persuadés d'agir dans l'intérêt général, mais sommés de prendre des décisions portant sur la division et l'organisation du travail hétéronome, n'imposeront-ils pas de fait leur point de vue, au risque d'ailleurs de décevoir et de provoquer du désengagement ? Finalement, sans autre garde-fous que la confiance dans la bonne foi des acteurs, ne risque-t-on pas, sous l'apparente extension du temps libre, de renouer avec l'irrationalité de la rationalisation économique ?

### **Réinventer la gauche : mission impossible ?**

Enfin, André Gorz ne semble pas avoir théorisé – ou s'est bien gardé de théoriser - le processus par lequel les individus tels qu'ils sont pourraient volontairement s'engager dans la voie qu'il décrit, une voie sans doute douloureuse au début puisqu'elle obligerait à rompre : avec les habitudes consuméristes, avec le souci, presque obsessionnel, de comparer les prix avant d'acheter, avec la passion pour les catalogues designs d'offres promotionnelles, avec le plaisir de lécher les vitrines ou la pratique de surfer sur les sites d'achat en ligne, de s'évader vers des « destinations de rêve », etc. En d'autres

---

<sup>1</sup> Pour une analyse critique du fonctionnement de ces structures, on pourra se reporter aux travaux de (Cleach et alii, 2015 ; Deruelle et Metzger, 2015).



termes, André Gorz « *reste, nous semble-t-il, toujours aussi évasif sur les modalités de rupture à l'échelle d'une société entière* » (Borot, 2001, p. 41).

Il a certes envisagé de s'appuyer sur l'internationalisation des mouvements authentiquement favorables à l'émancipation, cette internationalisation pouvant, dans un premier temps, se circonscrire à l'Europe. Pourtant, une telle internationalisation ne relève-t-elle pas d'une utopie proprement prométhéenne ? En effet, les difficultés pour fédérer les mouvements sociaux nationaux (a fortiori locaux) sont nombreuses et leur résolution peut prendre le pas sur l'objectif initialement visé. Par exemple, la première difficulté – que tous ceux qui ont tenté de participer à un congrès international ont ressenti –, provient de la barrière linguistique qu'un tel projet soulève. Tout le monde ne maîtrise pas plusieurs langues européennes. L'impératif de disposer de traducteurs compétents, capables d'entrer dans le détail des arguments techniques justifiant les projets alternatifs, la nécessité de les payer convenablement, tout cela ne risque-t-il pas d'engendrer une nouvelle élite d'experts, au sein de la gauche, élite composée d'individus surqualifiés, proches des milieux économiques et politiques cosmopolites, mais coupés des réalités vécues localement dans les différents pays ?

Justement, c'est à réduire ce risque que veut concourir une facette complémentaire de l'utopie gorzienne : le projet de société alternatif envisagé au niveau européen devra transcender les intérêts divergents entre les différentes catégories de travailleurs et de chômeurs. Il s'agira, nous dit Gorz, de promouvoir une réduction du temps de travail hétéronome, toutes branches confondues, en redistribuant la main-d'œuvre des branches où cette réduction a le plus augmenté vers celles où elle a le moins progressé. Il faut donc, non seulement réduire le temps moyen de travail, mais aussi partager le bon boulot, en permettant au plus grand nombre d'accéder aux tâches professionnelles qualifiées qui, du coup, ne seraient plus réservées à une élite professionnelle ;

- pour permettre ce rééquilibrage entre branches, pour « *ouvrir l'accès aux tâches qualifiées et créatrices à tous ceux, très nombreux, qui sont capables de les assumer* » (Gorz, 1985, p. 14), il est nécessaire de développer les formations et le temps de formation. Mais les individus sont attachés, le plus souvent, à un territoire – à une communauté ! –, surtout en Europe, et rien ne permet d'assurer que le déversement des emplois d'une branche dans une autre se fera localement. Peut-on alors parler d'émancipation, si les individus, pour suivre les nouveaux emplois qualifiés, sont obligés de déménager ?

Ce qui m'amène à un dernier commentaire. À un premier niveau, Gorz ne semble pas penser que l'on puisse authentiquement et durablement repenser la division et l'organisation du travail (dans la sphère d'hétéronomie), la rationalité économique s'y appliquant inexorablement. Mais à un second niveau, il donne le sentiment que l'on peut tout de même amender, tempérer cette rationalité instrumentale : d'une part, il évoque l'impératif d'accroître le nombre de postes qualifiés et très qualifiés ; et d'autre part, il suggère que l'expérience vécue dans les communautés de la sphère autonome devrait rejaillir sur le fonctionnement de la sphère d'hétéronomie.

*« plus on fait l'expérience de son autonomie personnelle dans l'ensemble de sa vie (notamment hors travail), moins on accepte ce qu'il y a d'oppressif, de mutilant, d'humiliant, de harassant dans la nature, l'organisation hiérarchique, la discipline du travail »* (Gorz, 1985, p. 16).

Ces deux dynamiques - souhaitées par Gorz pour que les individus s'émancipent du travail hétéronome - obligent nécessairement à repenser l'emprise de la gestionarisation sur la production et la consommation. Mais l'auteur ne précise pas quelles catégories d'acteurs vont repenser la division et l'organisation du travail : il semble néanmoins que seuls les technocrates - les experts de la gestion - soient en mesure d'assumer cette tâche, au niveau macro-économique comme au niveau des branches et des entreprises. D'autant plus que l'auteur met beaucoup d'espoir dans l'usage « créatif », « autonome » des technologies informatiques, numériques. Or, leur réappropriation est, empiriquement, réservée à une élite de hackers, qu'ils soient ingénieurs diplômés ou autodidactes. André Gorz, après avoir souligné le rôle éminemment irrationnel de la mégamachine ne se contredit-il pas quand il voit dans la « troisième révolution technologique », le support de l'émancipation ? Et tout compte fait, si émancipation il y a, elle risque de ne concerner qu'une fraction limitée des individus : ceux qui possèdent une maîtrise avancée des technologies numériques, ceux qui seront en mesure de repenser la rationalisation de la production, et ceux qui interviendront dans les régulations entre communautés, ainsi que dans les régulations avec les instances étatiques. La grande masse des individus risque de ne jouer qu'un rôle marginal, indirect, en autolimitant leur consommation de marchandises.

Par cette série de remarques- que l'on pourra juger pessimiste -, je veux simplement pointer combien les analyses et propositions d'André Gorz, toujours vivantes malgré sa disparition<sup>1</sup>, nécessitent d'être sans cesse questionnées, non pas dans le but de renoncer à toute perspective de changement, mais pour se méfier des enthousiasmes trompeurs que l'auteur a d'ailleurs lui-même dénoncés.

## BIBLIOGRAPHIE

BOROT Luc, « André Gorz, l'utopisme réaliste et le syndicalisme intégral », *Cités*, 2001/4 (n° 8), p. 35-49.

CLEACH Olivier, DERUELLE Valérie et METZGER Jean-Luc, « Les "tiers lieux", des microcultures innovantes ? », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 46-2, 2015, p. 67-85. URL : <http://rsa.revues.org/1526>

CORSANI Antonella, « Économie et politique du Revenu Inconditionnel d'Existence. Un hommage à André Gorz », *Mouvements* 2013/1 (n° 73), p. 11-18.

DERUELLE Valérie et METZGER Jean-Luc, « Prévenir l'isolement par l'« innovation collective » ? », *Le Travail humain*, tome 78, n°1/2015, p. 67-80.

DUVERGER Timothée, « Écologie et autogestion dans les années 1970. Discours croisés d'André Gorz et de Cornelius Castoriadis », *Ecologie & politique*, 2013/1 (N°46), p. 139-148.

GOLLAIN Françoise, « L'apport d'André Gorz au débat sur le capitalisme cognitif », *Revue du MAUSS*, 2010/1 (n° 35), p. 541-558.

GORZ (André), « Automatisation et crise de la société de travail », *Les Cahiers du GRIF*, 1985, n° 30, p. 7-24.

---

<sup>1</sup> Comme le montre l'intérêt actuel porté aux hackerspaces, tiers-lieux, entreprises libérées, phénomènes dont il avait pressenti le caractère emblématique.

GORZ André, *Métamorphoses du travail. Quête de sens. Critique de la raison économique*, Galilée, 1988.

GORZ André, « Ecologie et socialisme », *Ecologie & politique* 2002/1 (N°24), p. 71-95.

GORZ André, « Crise mondiale, décroissance et sortie du capitalisme », *Entropia* n°2, 2007.

GORZ André, « Le travail entre écologie et socialisme », *Écologie & politique*, 2008/1, n° 35, p. 119-127.

PIGNONI Maria Theresa, « La syndicalisation en France Des salariés deux fois plus syndiqués dans la fonction publique », *Dares Analyses*, n°26, mai 2016.

PIGNONI Maria Theresa, « De l'adhérent au responsable syndical Quelles évolutions dans l'engagement des salariés syndiqués ? », *Dares Analyses*, n°15, mars 2017.

TIFFON Guillaume, *La mise au travail des clients*, Paris, Economica, coll. Études sociologiques, 2013.